L'Islam andalou dans l'historiographie européenne (non ibérique)

O Islã andaluz na historiografia européia (não ibérica)

François Clément
Université de Nantes

Resumo

Estudos acadêmicos relacionados ao mundo árabe-muçulmano estão florescendo com intensidade por toda a Europa, demonstrando-se um campo aberto para novas investigações e abordagens. Tendo em vista esse panorama, o presente artigo analisa especificamente as características da produção historiográfica, de origem não ibérica, sobre o Islã andaluz.

Palavras-chave: Historiografia; Idade Média; Islã andaluz.

Abstract

Academic studies related to the Arab-Muslim world are flourishing with intensity throughout Europe, demonstrating to be an open field for new researches and approaches. Given this background, the present article analyzes specifically the characteristics of the historiographic production, of non Iberian origin, on the Andalusian Islam.

Keywords: Historiography; Middle Ages; Andalusian Islam.

- **Enviado em: 25/11/2011**
- **Aprovado em: 29/11/2011**

Les études orientales et, plus particulièrement, celles qui portent sur le monde arabo-musulman sont présentes à des degrés divers dans la plupart des pays européens : en Espagne et au Portugal, bien sûr, mais aussi en Grande-Bretagne, en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Russie, pour ne citer que les pays qui ont été ou qui demeurent les plus actifs dans ce domaine. Cet intérêt remonte souvent au XIX^{e} siècle, voire aux siècles antérieurs. Il trouve son origine dans les conditions historiques de l'époque, plusieurs facteurs ayant joué de façon différentielle selon les pays. J'en mentionnerai quatre.

1. Les intérêts géopolitiques. C'est notamment le cas en France. La tradition de bons rapports avec l'empire Ottoman, inaugurée par François I^{er}, préfigure la « politique arabe de la France » chère au général De Gaulle.

2. L'égyptophilie du XIX^{e} siècle, dont l'acte fondateur serait, s'il faut désigner un événement précis, l'expédition de Bonaparte en Égypte (1798). Évolution post-révolutionnaire de l'anticomanie du siècle précédent, la passion pour la terre des Pharaons conduit non seulement à l'égyptologie moderne, mais aussi au développement d'une arabophilie et, dans une certaine mesure, d'une islamophilie où se côtoient différents acteurs :

– les saint-simoniens, qui s'installent en Égypte puis en Algérie.

– certains membres du personnel britannique présent au Caire.

– les écrivains-voyageurs qui, les *Mille et Une nuits* dans une main et le guide Joanne dans l'autre, accomplissent cette forme renouvelée, laïque et romantique, du pèlerinage à Jérusalem que constitue, au XIX^{e} siècle, le Voyage en Orient.

– les peintres ou écrivains partis rechercher l'inspiration en Algérie, parfois au Maroc.

Or l'Espagne participe à cette réorientation de l'Europe vagabonde où se conjuguent l'héliotropisme naissant, la passion toute neuve pour le Moyen Âge (que l'on espère retrouver *in vivo* dans les ruelles de l'Albaicin à Grenade) et un désir sensuel aiguisé par les belles odalisques du rêve orientaliste.

3. Le troisième facteur est constitué par l'expansionnisme européen, que le phénomène soit de nature impérialiste ou qu'il relève d'une volonté de colonisation. Ceci concerne principalement la France, la Grande-Bretagne et la Russie, les autres pays européens n'étant que peu ou pas actifs dans ce domaine, soit parce qu'ils n'ont pas développé une telle ambition (pays de l'Europe du Nord), soit parce qu'ils n'en avaient plus les moyens (Espagne), soit parce que, trop jeunes au moment du partage, ils ne les avaient pas encore (Allemagne et Italie).

4. Dernier facteur : la construction ou la consolidation, dans certains pays européens, d'une identité nationale qui, au terme d'une dialectique complexe de différenciation, intègre au récit national les éléments du passé arabe, ou maure, ou sarrasin, lorsque ceux-ci existent. Le phénomène

est moins sensible en France où, malgré la figure imposante de Charles Martel « qui arrêta les Arabes à Poitiers en 732 », « nos ancêtres les Gaulois » ont laissé peu de champ aux Sarrasins dont la présence, au demeurant, avait été circonscrite dans l'espace et le temps (certaines figures, cependant, ont marqué l'imaginaire collectif, du roi Marsile de la geste carolingienne au moderne kamikaze djihadiste, en passant par le corsaire barbaresque, le Maure de la *bandera a testa mora* corse et le fellagha des guerres coloniales).

En revanche, l'Italie, l'Espagne et le Portugal se sont trouvés confrontés à un passé arabo-musulman qui occupe une partie importante de l'histoire du pays, de sorte qu'on pourrait dire qu'il préoccupe l'historiographie (et l'esprit de l'historien). Ceci est particulièrement net en Espagne, car l'ancienne conflictualité entre *Moros y Cristianos* a continué à faire sentir ses effets jusque dans les têtes les mieux équipées, au point d'anesthésier, parfois, tout sens critique. Je pense à Claudio Sánchez-Albornoz, porte-drapeau de l'école historique « hispaniste », qui batailla de pied ferme pour défende la thèse d'une hispanité foncière de l'islam andalou ; et, bien sûr, à Ignacio Olagüe, qui essaya (sans grand succès, il faut le reconnaître) d'accréditer l'idée selon laquelle « les Arabes n'ont jamais envahi l'Espagne »[1]. Dans la mesure où les spécialistes français de l'islam et de l'Occident musulman ont entretenu de longue date des relations étroites avec leurs confrères d'outre-Pyrénées, il n'est pas surprenant de les trouver impliqués, de façon plus ou moins active, dans les querelles espagnoles.

L'âpreté surprenante de ces controverses ne peut être comprise si on les isole du contexte politique espagnol, qui est lui-même très enchevêtré, voire paradoxal. Citons le cas d'Emilio García Gómez, figure majeure de l'arabisme espagnol entre le début des années 1930 et la fin des années 1970. Bien que monarchiste libéral proche du philosophe Ortega y Gasset, et donc critique envers le franquisme, il accepta néanmoins le rôle que le ministre des Affaires étrangères Castiella avait imaginé pour lui dans le cadre des tentatives diplomatiques du régime pour rompre l'isolement international imposé à Franco au lendemain de la guerre civile : il dirigea l'Instituto Hispano-Arabe de Cultura, qui dépendait du Ministère (1954-1958), puis fut ambassadeur en Iraq, au Liban et en Turquie (1958-1969)[2]. En règle générale, force est de constater que la plupart des arabisants espagnols se sont accommodés du franquisme sans états d'âme clairement perceptibles. Et avec eux, parfois, quelques uns de leurs collègues français.

Ajoutons, car rien n'est simple, qu'une des premières publications de García Gómez, son anthologie de poésie arabe intitulée *Poemas arabigoandaluces* (1930), trouva de fervents lecteurs parmi les

[1] Titre de l'ouvrage qu'il publia chez Flammarion en 1969. La version espagnole est parue à Madrid en 1974, sous un titre moins percutant : *La revolución islámica en Occidente*.

[2] Voir ETCHEVERRIA RAMÓN, Villanueva. *La primera embajada del profesor García Gómez (Selección de sus Despachos y cartas al Ministro Castiella de 1958 a 1960)*. Madrid, 1997.

écrivains de la « Génération de 27 », notamment Federico García Lorca, qui y puisa l'inspiration de son *Diván del Tamarit*. Cependant, cette arabophilie élitiste demeura confinée aux cercles d'avant-garde, elle ne déborda jamais dans la rue. On se rappelle que les militants de gauche n'hésitèrent pas à réactiver la peur ancestrale du Maure face aux troupes marocaines utilisées contre eux : ¡ *Que vienen los Moros* ! (Les Maures arrivent !)[3], *Los Moros no passarán* (Les Maures ne passeront pas)[4], etc.

Comme le reconnaît avec pertinence Pedro Chalmeta[5], « le vieux réflexe d'antagonisme médiéval, inconscient, mais d'une intensité viscérale, [a longtemps continué] à jouer contre tout ce qui dégageait, de près ou de loin (y compris à l'échelle universitaire), des relents de "maure", de "mahométisme" ».

Tel est donc le contexte historique dans lequel les études orientales se sont développées en Europe. Dans la mesure où l'histoire d'al-Andalus nécessite la maîtrise de la langue arabe et une bonne connaissance de la civilisation arabo-musulmane, on voit la position singulière que la recherche historique sur l'Espagne musulmane occupe par rapport au reste de la discipline : un peu en marge. Ceci est sans doute moins vrai de nos jours, pour une raison assez intéressante, d'ailleurs, bien que préoccupante, qui est la pénurie de véritables arabisants. De sorte que des historiens de formation ont occupé le terrain vacant, faisant ainsi glisser l'objet al-Andalus de l'orientalisme vers l'histoire.

Mais jusqu'aux années 1970-1980, les historiens d'al-Andalus proviennent des études arabes, ils sont en première compétence des arabisants. Il suffit de consulter la bibliographie d'Évariste Lévi-Provençal, le maître incontesté de l'histoire de l'Espagne musulmane (y compris en Espagne) pendant la première moitié du XX^{e} siècle : l'historien publie quasi exclusivement dans les

[3] Le cri d'alerte a retenti une première fois lors de l'insurrection ouvrière des Asturies en 1934. Il fut repris par les républicains en 1936, après les massacres de Badajoz. Dans les deux cas, les bataillons marocains responsables des tueries étaient commandés par le même officier, Franco, que les caricaturistes de l'époque représentent en tabor.

[4] Le mot d'ordre figure dans la chanson *Si me quieres escribir*. Cf., également, deux autres chansons du *cancionero* républicain, où l'on trouve une formule voisine : *Coplas de la defensa de Madrid* et *La plaza de Tetuán*.

[5] CHALMETA, Pedro. « Bilan et tendances des recherches (1967-1987). Al Andalus (occidental) », in *L'Arabisant*. Paris, 1987, vol. 26 (L'Histoire du monde islamique au Moyen Âge. Bilan et tendances de recherches depuis 1968), pp. 20-21.

revues d'études arabes ou orientales[6] et chez des éditeurs orientalistes[7]. Sur les 278 travaux recensés à sa mort, moins d'une demi-douzaine ont paru dans des revues d'histoire ou d'archéologie[8].

Un préjugé tenace, plus particulièrement en France, a donc longtemps voulu que l'histoire du monde arabe à l'époque classique ne relève pas de l'histoire mais de l'orientalisme… Il perdurait en 1990, lorsque Pierre Guichard, qui ne prétend pourtant pas à l'AOC[9] d'arabisant, a publié sa thèse sur les musulmans de Valence et la Reconquête : elle ne fut pas hébergée dans une collection d'histoire, comme on aurait pu s'y attendre, mais à l'Institut Français d'Études Arabes de Damas...

Compte tenu des différentes particularités que je viens d'évoquer, les études arabes et, a fortiori, l'intérêt pour l'histoire d'al-Andalus sont inégalement répartis entre les pays européens. L'Allemagne est (ou était) plutôt tournée vers l'islamologie et la littérature classique. La Grande-Bretagne regarde davantage vers l'Égypte et le Proche-Orient. La Russie regarde également vers l'est (ou regardait ?)[10]. L'Italie a largement de quoi s'occuper avec la Sicile. La Pologne s'est intéressée ponctuellement à l'Espagne musulmane en liaison avec son propre passé, c'est-à-dire par le biais de la relation de voyages d'Ibrahîm b. Ya'qûb de Tortose aux confins du monde slave (X^{e} siècle). Finalement, la plus grosse part de la recherche non ibérique est portée par la France, dans une moindre mesure par les Pays-Bas.

La prééminence de la France tient à plusieurs raisons. D'abord, à l'existence d'une des plus anciennes traditions d'études arabes en Europe, puisqu'elle remonte au XVI^{e} siècle[11]. Actuellement, la France présente cette particularité d'offrir un enseignement d'arabe dans une vingtaine d'universités et de grandes écoles, ainsi que dans de nombreux collèges et lycées.

Elle tient, ensuite, à la présence française au Maghreb. Le chercheur qui s'intéresse à l'histoire du Maghreb médiéval est amené, un jour ou l'autre, à s'intéresser à celle d'al-Andalus, du fait que la péninsule Ibérique n'est pas dissociable du reste du Maghreb, auquel elle se rattache linguistiquement, culturellement et, souvent, politiquement. L'intrication est particulièrement serrée en ce qui concerne les deux rives du détroit de Gibraltar : tout historien du Maroc l'est aussi de l'Espagne musulmane et vice-versa. Le meilleur exemple est fourni, à nouveau, par Lévi-Provençal, qui effectua une grande partie de sa carrière au Maroc, où l'abondance des matériaux disponibles fit dévier sa trajectoire vers l'histoire de l'Espagne musulmane. Les arabisants savent d'ailleurs qu'il

6 *Archives berbères*, *Bulletin de l'Institut des Hautes Études marocaines*, *Hespéris*, *Revue africaine*, *Journal asiatique*, *Annales de l'Institut d'Études orientales*, *al-Andalus*, *Revista del Instituto egiptico de Estudios islamicos en Madrid*, *Oriente moderno*, *Arabica*.

7 Carbonel à Alger ; Leroux, Geuthner, Larose et G.-P. Maisonneuve à Paris ; Brill à Leyde ; al-Kâtib al-misrî, Dâr al-Ma'ârif et l'IFAO au Caire ; Dâr al-Makshûf à Beyrouth.

8 Citons la *Revue historique*, le *Bulletin archéologique* et les *Mélanges d'histoire et d'archéologie de l'Occident musulman*. Voir « Bibliographie analytique de l'œuvre d'E. Lévi-Provençal, in *Études d'orientalisme dédiées à la mémoire de Lévi-Provençal*. Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose, 1962, t. 1, pp. XVII-XXX.

9 Appellation d'origine contrôlée.

10 J'ignore où en est, de nos jours, la recherche russe dans ce domaine.

11 Voir l'Annexe ci-dessous.

suffit parfois, lorsqu'on butte dans les sources arabo-andalouses sur certains idiotismes récalcitrants, de poser la question à un Marocain.

Troisième raison, déjà évoquée : le goût français pour l'Espagne ; auquel répond, en réciproque, le tropisme tramontain d'une partie des élites politiques, artistiques et intellectuelles espagnoles. Cette conjonction a créé les conditions favorables à un rapprochement culturel entre les deux pays, que symbolise, dans les domaines académiques et artistiques, la construction par la France de la Casa de Velázquez à Madrid, inaugurée en 1928. L'histoire d'al-Andalus a représenté un des enjeux de ce rapprochement, pour une raison facile à comprendre : ce qui fait avancer la connaissance du côté espagnol du Détroit la fait avancer mécaniquement du côté marocain. Conscientes de cette interdépendance entre les deux rives, les autorités espagnoles avaient d'ailleurs créé à Tétouan, en terre marocaine, un centre de recherche doté d'une revue, *Tamuda*, qui constitua l'équivalent hispano-marocain de la revue franco-marocaine *Hespéris*, basée à Rabat (les deux publications fusionnèrent logiquement, après l'indépendance, sous le titre d'*Hespéris-Tamuda*). *Hespéris* aussi bien que *Tamuda* ont publié de façon récurrente des travaux touchant à l'histoire d'al-Andalus.

Un autre indice du rapprochement franco-espagnol dans le domaine des études arabo-andalouses est à rechercher entre les pages de la revue *Al-Andalus*, l'organe des écoles d'études arabes de Madrid et de Grenade, où collaboraient en parfaite complicité amicale García Gómez, qui en fut longtemps le directeur, et Lévi-Provençal, membre officieux de l'équipe de rédaction. Certains fascicules des années 1940-1950 comportent ainsi presque autant de texte en français qu'en castillan. Cette présence linguistique de la recherche française a laissé une trace, puisque la revue *Al-Qantara*, qui a pris le relais d'*Al-Andalus* en 1980, conserve le français parmi ses langues de publication.

Bizarrement, le créateur des études historiques sur l'Espagne musulmane en dehors de la péninsule Ibérique, n'est pas un Français mais un Néerlandais : il s'agit de Reinhardt Dozy (1820-1883) – lequel publiait cependant… en français ! Auteur d'une *Histoire des musulmans d'Espagne* qui fit autorité jusqu'à ce que Lévi-Provençal publie la sienne, il a également composé un *Supplément aux dictionnaires arabes* (Brill, 1881), outil toujours indispensable à l'historien de l'Occident musulman médiéval, francophone ou non. Un autre grand nom de l'arabisme néerlandais du XIX^{e} siècle est De Goeje, qui mena à bien la publication, toujours chez Brill, de la *Bibliotheca geographorun arabicorum*, collection de référence dont plusieurs titres concernent al-Andalus.

La recherche aux Pays-Bas n'a pas produit, depuis la disparition de Dozy, un historien de son envergure. Néanmoins, Leyde continue à tenir sa place dans le monde des études arabo-

andalouses, grâce à l'éditeur Brill[12] qui accueille dans sa collection *Medieval Iberian Peninsula*, devenue en 2002 *The Medieval and early Modern Iberian World*, des monographies ayant trait à l'histoire d'al-Andalus, comme celles du Britannique Peter C. Scales, sur la chute du califat de Cordoue (1994), ou de l'Américaine Cynthia Robinson, sur la construction de la culture courtoise pendant les XI^{e} et XII^{e} siècles (2002). Ajoutons que Brill, en tant qu'éditeur de l'*Encyclopédie de l'Islam* et des revues *Arabica* et *Medieval Encounters*, offre un support de publication aux spécialistes de l'Espagne musulmane.

La place tenue par Dozy explique sans doute en partie que l'on se soit relativement peu intéressé, en France, à l'histoire d'al-Andalus jusqu'au tournant du XX^{e} siècle. Mais le premier responsable de cette situation est, bien évidemment, le contexte colonial, qui focalisait l'attention sur l'Algérie et son environnement immédiat. Quelques travaux utiles ont néanmoins vu le jour au XIX^{e} siècle, publiés à Paris ou Alger, comme l'étude de Reinaud sur les *Invasions des Sarrazins en France* (1836), les éditions et/ou traductions du baron Mac-Guckin de Slane (Bakrî, Ibn Khaldoun, à partir des années 1850), la traduction du *Livre de l'Agriculture* d'Ibn al-'Awwâm par Clément-Mullet (1864-1867), ou celle du *Bayân* d'Ibn 'Idhâri par Fagnan (1901).

La situation devait changer au lendemain de la première guerre mondiale, grâce à Georges Séraphin Colin, Henri Pérès et, surtout, Lévi-Provençal. Les prospections effectuées dans les bibliothèques du Maghreb, spécialement au Maroc (notamment l'ouverture des salles murées du dépôt de la mosquée al-Qarawiyyîn à Fès), ont permis de récupérer un nombre considérable de textes qu'on croyait perdus. Les éditions se sont alors succédées et Lévi-Provençal a commencé à produire à jet quasi continu, tant la matière était abondante. Cependant, en bon arabisant navigant entre Alger, Rabat, Madrid et Le Caire, il ne paraît guère concerné par ce qui se passe à Paris autour de Lucien Febvre, de Marc Bloch et de la revue des *Annales* (fondée en 1929).

L'air du temps possédant néanmoins des vertus contagieuses, même pour un élève de Carcopino formaté à l'ancienne, Lévi-Provençal sut repérer tout de suite l'intérêt des manuels de *hisba*, dont il entreprit la publication, en duo avec Colin ou en solo. Son *Espagne au X^{e} siècle*, dont la version développée forme le troisième volume de l'*Histoire de l'Espagne musulmane*, porte la trace de cette ouverture à la société et à l'économie. Point trop n'en faut, toutefois, et si l'historien s'attela au début des années 40 à la rédaction d'une ample synthèse destinée à remplacer celle de Dozy, ce fut moins par volonté de faire entrer un vent nouveau dans l'historiographie arabo-andalouse que pour intégrer la masse de données nouvelles engrangées depuis deux décennies d'exploration des gisements documentaires du Maroc. Les deux premiers volumes de l'*Histoire de*

[12] *Id.*

l'Espagne musulmane que Maisonneuve (à Paris) et Brill (à Leyde) publient en 1950[13] relèvent de l'histoire politique au sens le plus habituel – un modèle du genre, certes, mais sans innovation. Le troisième volume (*Le siècle du califat de Cordoue*), p aru en 1953, répond à un dessein différent, je l'ai dit, puisque Lévi-Provençal a jugé nécessaire de ménager un temps d'arrêt dans le déroulement chronologique des événements afin de brosser le tableau du décor où se meuvent les acteurs de l'histoire : institutions, environnement urbain, économie, société et pratiques sociales, culture, arts. Un quatrième volume était annoncé, sur le siècle des *taifas* (XI[e] siècle), mais la disparition brutale de l'historien, en 1956, coupa net sa réalisation. Personne n'ayant remis l'ouvrage sur le métier depuis cette date, l'histoire d'al-Andalus, dans sa version en langue française, s'arrête en 1031, en même temps que le califat omeyyade !

La fin des années 1950 et le début des années 1960, marquées sur le plan politique par la décolonisation des pays du Maghreb, voient s'amorcer une rétractation de l'arabisme français : le pays n'a plus besoin d'autant d'arabisants que par le passé et la discipline attire moins les étudiants, qui n'ont plus devant eux le débouché colonial. Quant aux jeunes Maghrébins, ils n'ont pas encore la France en point de mire. Ceci va entraîner une double conséquence dont les effets vont s'accentuer au fil du temps :

1. L'arabisme français se concentre sur son noyau dur, c'est-à-dire sur la linguistique, sur l'islamologie et sur la littérature (classique, de préférence). Les thèses d'histoire se raréfient. Finalement, les études arabes s'alignent sur ce qui se pratique dans les autres langues.

2. Comme il a été indiqué plus haut, les historiens de formation investissent le terrain laissé en friche par le retrait des arabisants. À partir des années 1980, la plupart des thèses d'histoire sur le monde arabe ne sont plus soutenues dans la 15[e] section du CNU (langue et littérature arabes)[14], mais dans la 21[e] (histoire médiévale)[15].

Cette situation ne présente pas que des avantages. En effet, on voit d'un côté des arabisants qui ne sont pas assez historiens (c'est notamment le cas des doctorants venant de pays arabes), et de l'autre des historiens qui ne sont pas assez arabisants (cas de la plupart des doctorants issus des départements d'histoire). Avec le temps, cette anomalie a fini par atteindre le corps professoral, si bien qu'on en arrive à tolérer des thèses réalisées à partir de sources non arabes, ou à partir de traductions ; ou encore, on admet qu'un jury de thèse ne compte aucun arabisant. Voilà pour l'aspect négatif.

---

13 Il s'agit de l'édition définitive. Une première version, en un volume, avait paru au Caire, dans les publications de l'IFAO, en 1944.

14 L'intitulé complet de la 15[e] section du Conseil national des Universités est « Langues et littératures arabes, chinoises, japonaises, hébraïques, d'autres domaines linguistiques ».

15 Intitulé complet : « Histoire et civilisations : histoire et archéologie des mondes anciens et des mondes médiévaux ; de l'art ».

L'aspect positif, c'est le renouveau des approches depuis la fin des années 1970. Un nom se détache, déjà cité, celui de Pierre Guichard. De même qu'il y a eu les années Lévi-Provençal, il y a les années Guichard. Entre les deux séquences, c'est-à-dire au cours des années 1960-1970, ou parallèlement, quelques chercheurs ont prolongé sans démériter la période précédente : Rachel Arié, spécialiste du royaume nasride (les XIII^{e}-XV^{e} siècles sont, curieusement, une période orpheline de l'historiographie française) ; Lucie Bolens, spécialiste de la cuisine andalouse et de ce qu'elle a appelé la « révolution agricole » du XI^{e}-XII^{e} siècle ; Hady Roger Idris, historiens des Zirides ifrîqiyyens et grenadins ; Abdel Magid Turki, qui fut un spécialiste de l'histoire des idées, à la jonction entre l'historiographie et l'islamologie – codirecteur, par ailleurs, de la revue *Studia islamica*.

Ce nouveau départ des études arabo-andalouses est concomitant, voire coordonné des deux côtés des Pyrénées. Une institution en symbolise le pivot : la Casa de Velázquez. Moins la maison en elle-même, que ce qui gravite autour d'elle, de près ou de loin. Il est donc nécessaire de revenir aux querelles espagnoles.

La controverse historiographique sur l'identité culturelle et civilisationnelle d'al-Andalus est ancienne. Contre l'école « hispaniste » menée par Sánchez-Albornoz ou, en France par Pérès et Terrasse[16], laquelle défend l'idée d'une continuité de la civilisation espagnole et donc le caractère national de l'Islam ibérique (en bref : l'élément exogène s'est acculturé au contact des Espagnols, il s'est hispanisé, thèse édifiée en barrage face aux « théories fantaisistes » du « pseudo-historien » Américo Castro sur l'arabisation et l'orientalisation de l'Espagne)[17], contre ce nationalisme historiographique va se dresser, dans les années 1970, un groupe de jeunes chercheurs dont les figures de proue se nomment Pedro Chalmeta (Madrid), Miquel Barceló (Barcelone) et Pierre Guichard (Lyon). Qualifiés de marginaux par l'establishment des études arabes en Espagne, ces historiens vont s'attacher à mettre en évidence la double rupture que constituent, selon eux, la conquête arabo-musulmane de 710, puis la *Reconquista* chrétienne. Autrement dit, ils vont prendre en compte l'intégration politique, économique, sociale, linguistique et culturelle d'al-Andalus au sein du monde arabo-musulman et en tirer les conséquences – notamment, que l'acculturation s'est faite en direction de l'Islam et non en sens inverse. Deux études fondatrices, toutes les deux dues à Pierre Guichard, jalonnent ce tournant historiographique : *Structures sociales « orientales » et «*

[16] Voir BOUMAHDI, Safia. « Al-Andalus dans les travaux d'Henri Pérès et d'Henri Terrasse (1932-1966) », in *Al-Andalus / España. Historiografías en contraste. Siglos XVII-XXI*, sous la dir. de Manuela MARÍN. Madrid, Casa de Velázquez, 2009, pp. 83-104.

[17] Voir SANCHEZ-ALBORNOZ, Claudio. « Espagne préislamique et Espagne musulmane », in *Revue historique*. Paris, 1967, vol. 237, pp. 295-338 (p. 298 pour les citations) ; CASTRO, Américo. *España en su historia : Cristianos, Moros y Judios*. Buenos Aires, Editorial Espasa, 1948. Sur l'histoire de l'arabisme espagnol, voir MONROE, James T. *Islam and the Arabs in Spanish scholarship (sixteenth century to the present)*. Leyde, E. J. Brill, 1970.

occidentales » dans l'Espagne musulmane (1977) ; et, dix ans plus tard, *La société musulmane valencienne et sa destruction à l'époque de la reconquête* (thèse d'État publiée en 1990 sous le titre *Les musulmans de Valence et la Reconquête*).

Si l'orientalité de l'Espagne musulmane semble aujourd'hui admise par la majorité des chercheurs, le débat n'est pas clos. Il porte, par exemple, sur les questions démographiques, comme celle de l'importance de l'élément d'origine allogène dans la péninsule Ibérique. Je pense, en particulier, à la dispute des années 80 autour de la berbérisation de la région valencienne, qui opposa d'un côté Pierre Guichard, Miquel Barceló et Angel Poveda, défenseurs de la thèse, à M[a] del Carmen Barceló Torres, Mikel de Epalza et surtout M[a] Jesus Rubiera, qui la critiquèrent souvent violemment.

La thèse de l'hispanité foncière d'al-Andalus n'est toutefois pas morte, elle a refait surface à la fin des années 1990, comme une sorte de retour du refoulé, cette fois-ci relooké sous une forme présentable : je veux parler du concept d'« identité andalouse » développé par Gabriel Martinez Gros[18]. Les attaques que ce denier a lancées contre les travaux de Pierre Guichard ont parfois viré à une charge systématique frappant les chercheurs qui, depuis quarante ans, se sont efforcés de faire échapper l'histoire d'al-Andalus à une vision essentialiste des peuples et des sociétés.

Un des facteurs ayant contribué à la nouvelle histoire d'al-Andalus tient au développement de l'archéologie, dont les données compensent en partie l'absence des sources archivistiques. Trois noms sont à citer : ceux d'André Bazzana, de Pierre Guichard (à nouveau) et de Patrice Cressier. Et un modèle : celui du *hisn*, en tant qu'entité de base dans la structuration politique, économique et sociale des zones rurales.

À l'écart du bouillonnement franco-espagnol, quelques chercheurs ont poursuivi, durant les années 1980-2000, une œuvre plus classique. Parti d'un travail de sociologie historique sur *Le monde des ulémas andalous du V/XI[e] au VII/XIII[e] siècle* (1978), Dominique Urvoy a ensuite évolué vers l'histoire des idées et l'islamologie, mais sans abandonner l'espace péninsulaire. Chercheur tout aussi solitaire, Vincent Lagardère s'est spécialisé dans l'exploitation des sources jurisprudentielles et l'histoire de la paysannerie andalouse. Quant à Marianne Barrucand, elle a maintenu à la Sorbonne la tradition de l'histoire de l'art, avec des travaux sur l'architecture andalouse. Signalons également David Wasserstein – pour autant qu'on puisse l'inclure parmi les historiens européens[19]. Sa monographie sur les *Party kings* (1985), c'est-à-dire les rois de taifas du XI[e] siècle, fut la première et longtemps la seule sur le sujet.

---

18 Cf. son ouvrage éponyme, *Identité andalouse*. Arles, Sindbad-Actes Sud, 1997.

19 Actuellement professeur à la Vanderbuilt University (Nashville, Tennessee), Wasserstein a soutenu sa thèse de doctorat à l'Université d'Oxford, puis il a enseigné au University College de Dublin et à l'Université de Tel Aviv.

Où en est-on aujourd'hui en France ? Mon critère sera d'ordre géographique (ou, plus exactement, géopolitique).

A tout seigneur tout honneur, il y a Paris et les Parisiens (y compris ceux qui sont exilés en province pour des raisons administratives). Leur point de ralliement est l'équipe « Islam médiéval », qui appartient à la doublement sorbonnarde UMR « Orient et Méditerranée » (Paris I et Paris IV). Elle comporte en son sein plusieurs chercheurs dont les travaux concernent, à des titres divers, l'histoire d'al-Andalus : par ordre alphabétique, Pascal Buresi, chercheur du CNRS qui conduit une discrète mais solide enquête sur la chancellerie almohade ; Martinez Gros, déjà cité, professeur à l'Université de Paris X Nanterre, qui officie également à l'EHESS et autres lieux de notoriété ; Christophe Picard enfin, professeur à l'Université de Paris I et spécialiste de la navigation arabe dans l'Océan Atlantique. Un séminaire intitulé « Islam médiéval d'Occident » réunit Cyrille Aillet, Sophie Gilotte, Annliese Nef, Christophe Picard, Dominique Valérian, Jean-Pierre Van Staevel et Elise Voguet, les plus jeunes étant les filleuls des moins jeunes, conformément aux règles de l'endogamie. Dans ce groupe, seul Picard et Aillet, spécialiste des mozarabes, ont un lien de recherche avec al-Andalus. Ce qui, en fin de compte, ne fait pas grand monde.

Deuxième lieu, Toulouse, où Philippe Sénac, au sein du laboratoire Framespa (dont il dirige l'équipe Al Andalus Hispaniae), poursuit ses travaux sur la transition entre l'époque wisigothique et l'époque arabe, travaux de nature historiographique et archéologique (avec, notamment, la fouille du site de Las Sillas, à Marcén, en Aragon). Sénac encadre plusieurs doctorants[20] dont l'un, Travis Bruce, a soutenu en janvier 2009 une thèse sur la taifa de Dénia.

Troisième lieu, quasi miraculeux, Nantes, où le hasard des concours de recrutement a mené deux chercheurs estampillés 100 % Andalus : Christine Mazzoli-Guintard, spécialiste reconnue de l'histoire urbaine (une de ses doctorantes, Caroline Fournier, a soutenu en mai 2010 une thèse sur les bains d'al-Andalus) ; et l'auteur du présent article, lequel dispose également d'un rond de serviette au CESCM, grâce à l'amabilité de Stéphane Boissellier, directeur de l'équipe Péninsule Ibérique-Méditerranée – ce qui fait de Poitiers, par voie de conséquence, le quatrième lieu de la recherche française sur l'histoire de la péninsule Ibérique à l'époque musulmane.

Cinq étant le nombre magique des Arabes, il convient de ne pas oublier un dernier lieu, hors les murs, c'est-à-dire hors du territoire national : la Casa de Velázquez à Madrid. Ce n'est certainement pas le moindre. Et c'est tout. Lyon est désactivé depuis le départ à la retraite de Pierre Guichard. Et à Bordeaux, Lagardère ne donne plus signe d'activité depuis une grosse décennie.

[20] Sébastien Gasc (numismatique arabe, de la conquête à l'émirat omeyyade), Marie-Béatrice Mounier (genèse de la frontière entre l'Islam et la Chrétienté, Rioja et Navarre méridionale, VIII^{e}-XII^{e} siècle), Alexandra Billon (Tudèle et ses campagnes, IX^{e}-XII^{e} siècle).

De cette recherche des vingt dernières années, on ne voit pas se dégager de véritables lignes de force si ce n'est, peut-être, avec Picard et Aillet, une réévaluation à la hausse de l'importance de l'élément chrétien dans la population d'al-Andalus avant la brutale déflation post-almoravide – ce qui, une nouvelle fois, me semble révélateur de la difficulté à accepter pleinement que les Arabes ont bien « envahi l'Espagne ». En France comme en Espagne, les études mozarabes ont le vent en poupe, alors qu'on manque de travaux sur ce qui, partout ailleurs, fait la richesse de la médiévistique contemporaine : la famille, la parenté, l'enfant, la femme, le corps, le jeu, le plaisir, la mort, la compassion, la marginalité, etc.

Il y a donc du pain sur la planche. Les sources littéraires – pour me limiter à elles – sont loin d'avoir livré toute leur matière. Mais, faut-il le répéter ? leur exploitation optimale nécessite d'être arabisant autant qu'historien : car il ne s'agit pas seulement de gîtes documentaires desquels on va extraire telle ou telle donnée utile, mais de *textes*, c'est-à-dire de processus discursifs répondant à une intention, obéissant à une poétique et contraints par les mots, avec ce que cela comporte de dicibilité et d'indicibilité. Et c'est là que le bât blesse. Sans une connaissance de la langue aussi fine que possible, sans un minimum de sensibilité littéraire, on passe à côté de beaucoup de choses.

Annexe

Bref historique des études arabes en France

La création d'un enseignement stable de la langue arabe date de la Renaissance. Deux noms sont à citer à cet égard :

– celui d'Agostino Giustiniani (1470-1536), moine dominicain né à Gênes, évêque de Nebbiu en Corse, éditeur du troisième livre arabe jamais imprimé (Gênes, 1516). Sur l'invitation de François I^{er}, il occupa de 1517 à 1522 la chaire d'hébreu, de chaldéen et d'arabe de l'Université de Paris.

– celui de Guillaune Postel (1510-1581), qui fut nommé en 1539, peu après son retour d'Orient (où il avait collecté des manuscrits orientaux, notamment les œuvres d'Abû l-Fidâ'), professeur de mathématiques et de langues orientales (dont l'arabe) au Collège des Lecteurs royaux (futur Collège de France).

En 1614, on fit venir du Collège maronite de Rome les prêtres Gabriel Sionite (Sionita = Jabrâ'îl al-Sihyûnî) et Jean Hesronite (Hesronita = Yûhannâ Qiryâqus al-Hasrûnî), pour devenir professeurs d'arabe et traducteurs du roi. Vers la même date (ou un peu avant), le moine copte Joseph Barbatus (Abudacnus = Abû Daqn) fut également invité en France. À eux trois, ils allaient former plusieurs cohortes d'arabisants, dont le Hollandais Erpenius (Thomas Van Erpe, 1584-1624), l'auteur de la *Grammatica arabica* (1613) et des *Rudimenta linguae arabicae* (1620). Erpenius implanta les études arabes à Leyde, ville dans laquelle Franciscus Raphelengius (Frans Van Ravelingen, 1539-1597), neveu de l'humaniste Plantin et imprimeur de l'Université, s'était doté de fontes arabes dès 1595, et où le libraire Jordaan Luchtmans allait ouvrir en 1683 une maison d'édition spécialisée, entre autres domaines, dans les langues orientales (elle changea de nom en 1848 pour devenir E. J. Brill).

L'arabisme français, jusqu'alors confiné au Collège royal, se structura dans la deuxième moitié du XVII^{e} siècle, grâce à la création par Colbert, en 1669, de l'École des Jeunes de Langues, destinée à former de jeunes Français au métier de drogman. L'établissement fut rattaché en 1700 au Collège des Jésuites (futur lycée Louis-le-Grand), dont il subit les vicissitudes : rebaptisé en 1820 École des Langues orientales, il finit par disparaître en 1893. Car une nouvelle institution, créée sous l'impulsion de Lakanal par le décret-loi du 10 germinal de l'an III (30 mars 1795), avait pris le relais : l'École spéciale des Langues orientales vivantes, autrement dit Langues'O, l'actuel Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO).

Avec la conquête de l'Algérie (1830), puis les protectorats imposés à la Tunisie (1881) et au Maroc (1912), la France s'attacha à développer l'enseignement de l'arabe afin de former ses futurs

fonctionnaires civils et militaires en poste au Maghreb. C'est ainsi que des chaires d'arabe furent érigées dans différentes universités, en plus de la Sorbonne, à Alger et Bordeaux notamment, et que l'agrégation d'arabe fut ouverte en 1905 (ce qui en fait l'une des plus anciennes dans le paysage académique).

Cet effort s'est accompagné, jusqu'à une époque récente, de la création de centres d'étude et de recherche implantés dans le monde arabe : à Rabat, l'Institut des Hautes Études Marocaines (IHEM, 1920)[21] ; au Caire, l'Institut Français d'Archéologie Orientale (IFAO, 1898) et le Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et Sociales (CEDEJ, 1968) ; à Damas, l'Institut Français d'Études Arabes (IFEAD, 1922) et à Beyrouth, le Centre d'Études et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain (CERMOC, 1977), tous les deux fondus en 2003 dans l'Institut Français du Proche-Orient (IFPO) ; à Sanaa, le Centre Français d'Études Yéménites (CFEY, 1982), devenu en 2001 le Centre Français d'Archéologie et de Sciences Sociales (CEFAS). On ajoutera à cette liste l'Institut des Belles-Lettres Arabes (IBLA), installé par les Pères Blancs à Tunis en 1931, et dont le centre d'études a fonctionné jusqu'en 1964, date à laquelle les autorités vaticanes l'ont transféré à Rome où il se perpétue sous la nouvelle appellation d'Istituto Pontificio di Studi Arabi e d'Islamistica. Tous ces organismes ont accueilli depuis leur création – et ils continuent d'accueillir – des arabisants et des historiens travaillant sur la zone géographique de leurs ressorts respectifs.

[21] L'IHEM est un établissement marocain institué par arrêté viziriel. Mais il a été voulu par la France, son directeur était français et il a fonctionné sous le contrôle de la Résidence générale jusqu'à l'indépendance du Maroc en 1956. Depuis 1957, il relève de l'université Mohammed V-Agdal.